

Au-delà du rêve, quelles réalités ?

Les responsables montois l'ont assez rabâché : Mons 2015, c'est bon pour le développement économique de la région. Quelles retombées peut-on attendre de l'année culturelle européenne ? Personne ne se risque à un pronostic. Seule certitude : il n'y aura pas de miracle. Enquête.

Par **Thierry Denoël**

Un tas d'allumettes géantes qu'on dirait tombées d'un paquet Union Match. Une surenchère de tweets railleurs sur Elio Di Rupo qui va désormais pouvoir brader l'œuvre d'Arne Quinze reconvertie en bois de chauffage. Un reportage sans concession du réputé *The Guardian*, titrant sur ces Montois « plus excités par l'arrivée d'Ikea » que par le démarrage de Mons 2015. Un des deux grands parkings couverts du centre qui ne sera pas prêt pour la grande fête de ce 24 janvier (100 000 personnes attendues) parce les distributeurs de tickets n'ont pas été commandés à temps. Le bourgmestre s'égosille tellement dans les couloirs de l'hôtel de ville, nous dit-on, qu'on a l'impression d'entendre en boucle l'imitation suraiguë qu'en fait André Lamy dans *Votez pour moi* sur Bel RTL. Bref, à la veille de la fête d'ouverture (*lire aussi le Vif Weekend page 65*), l'année culturelle européenne ne semble pas avoir commencé sous les meilleurs auspices...

Il faut arrêter le *Mons-bashing*, a réagi *Le Soir* au lendemain de la publication de *The Guardian*. L'effronté quotidien d'outre-Manche n'a en tout cas pas inventé lui-même son accroche sur Ikea, soufflée par une porte-parole de la Ville. Il ne se trompe pas non plus sur l'inauguration scandaleusement tardive des nouveaux musées montois. Même le beffroi, pourtant joliment illuminé depuis le début du mois, ne pourra être visité au mieux qu'à partir de juin, voire septembre, nous murmure-t-on sur les chantiers et à la Ville. Quant à l'engouement des Montois pour l'événement international qu'ils s'approprient à vivre, il n'est guère palpable, pour le moment, dans les rues, magasins ou bistros de la cité du Doudou.

Des attentes énormes

Le programme des activités est pourtant alléchant. La mayonnaise prendra-t-elle ? Il faut l'espérer. Les attentes sont énormes. D'autant que le pari du bourgmestre socialiste est de faire bondir sa ville de 20 ou 30 ans en avant, grâce à l'image de capitale européenne de la Culture. Une formule empruntée à Martine Aubry : « Lille 2004 nous a fait gagner 10 ans », s'était targuée, plus modeste, la maire PS de la cité ch'ti. Avec un imperturbable taux de chômage à 20 % qui touche surtout les jeunes et les plus âgés, Mons et la région du Centre auraient bien besoin d'un coup de baguette magique pour tourner définitivement la page sur les stigmates d'une longue désindustrialisation. La fée s'appelle-t-elle « Mons 2015 » ?

« Il y aura des retombées économiques cette année, mais on ne doit pas s'attendre à une création massive d'emplois ni à des emplois durables », résume Fabienne Leloup. Cette professeure de l'UCL Mons a mené, en 2012 et 2013, une étude sur l'impact économique de Mons 2015, à la demande du Comité subrégional de l'emploi et de la formation (CSEF) de la région du Centre. Et au-delà de 2015 ? « On est dans le flou le plus complet, constate Sandra Goret, secrétaire régionale de la FGFB Mons-Borinage, qui siège au CSEF. Pour l'après-2015, je n'ai connaissance d'aucune discussion sérieuse, aucune planification concrète, aucun objectif chiffré. Déjà, pour cette année, on a eu du mal à avoir des réponses et des chiffres. »

Pour l'instant, Mons 2015 n'est donc qu'un espoir à 70,5 millions d'euros, soit le budget alloué à la Fondation Mons 2015, dont 87 % proviennent de subventions publiques (essentiellement la Fédération Wallonie-Bruxelles et la Région wallonne). Un budget plutôt opulent pour une capitale européenne de la Culture qui compte 95 000 habitants. En 2004, Lille (225 000 habitants) s'était débrouillée avec 73 millions d'euros et, en 2013, Marseille (850 000 habitants) avec 91 millions. On imagine que les Montois et même les Wallons dans leur ensemble seront regardants sur la manière dont on fera fructifier cet investissement. ●●●

●●● A Mons, organisateurs culturels et responsables politiques ont d'emblée avancé que chaque euro investi en rapportera 6, comme à Lille. « Nous avons cherché comment ce chiffre avait été obtenu par les Lillois, nous n'avons jamais trouvé », déclare Fabienne Leloup. Même circonspection du côté de la Faculté d'économie de l'U-Mons. Chargé pour Kea Consulting de l'évaluation des retombées de Mons 2015 – c'est une obligation européenne –, le Pr Alain Finet table plutôt sur un effet multiplicateur de 3 ou 4. « Ce sont uniquement les retombées locales que nous devons estimer, explique-t-il. Or, Mons étant plus petite, elle n'a pas la même offre entrepreneuriale que Lille. De nombreuses entreprises extérieures seront aussi concernées, mais cela n'entre pas dans le calcul. »

Les autorités montoises ont dit, dès le départ, vouloir privilégier l'emploi local. Quid dans les faits ? La Fondation Mons 2015 a engagé 70 collaborateurs, dont 47 % sont des locaux. Les deux tiers du budget sont affectés aux projets artistiques. Sur les 5 000 artistes concernés, 1 500 viennent de la région du Centre. « Ce n'est tout de même pas énorme », déplore Sandra Goret. L'étude de l'UCL-Mons pointe un problème de compétences locales. L'emploi dans le secteur culturel représente 1,3 % de l'emploi total dans la région du Centre. C'est le taux le plus bas de Wallonie. Or, selon de nombreuses études anglo-saxonnes, il faut un taux de 2,5 % pour espérer créer une dynamique positive.

Le problème à Mons et dans la région du Centre est que le niveau de qualification des demandeurs d'emploi est toujours très faible, en particulier chez les jeunes, comme l'indique le rapport 2014 du Forem pour le bassin de Hainaut-Centre. Les politiques en sont conscients. « Nous voulons profiter de Mons 2015 pour former et essayer de remettre au travail un public fragilisé », assure Anne-Sophie Charle, secrétaire générale à la Fondation, détachée de la Ville où elle est cheffe de cabinet de Di Rupo. A la Mission régionale pour l'emploi de Mons, qui s'occupe justement de ce public

fragilisé, on n'a, jusqu'ici, rien vu venir. « La collaboration est bonne avec la Fondation, nous sommes bien reçus, reconnaît Nicolas Bourlakoff de la Mission. Mais nous n'avons même pas encore pu mettre au travail ne fût-ce qu'une technicienne de surface. »

Le Forem est davantage impliqué avec la Ville. Son principal cheval de bataille est le secteur Horeca de Mons et de la région du Centre, qui représente plus de 2 500 emplois. « C'est l'Horeca qui devrait le plus bénéficier des retombées au niveau local, estime Eric Hellendorff, directeur du Forem Mons-Tournai. Aussi, nous avons mis en place une task-force en collaboration avec la Fédération Horeca du Hainaut qui devrait perdurer au-delà de 2015. Un job day a été organisé en octobre dernier, avec succès. Il y avait une cinquantaine de candidats prêts

à l'emploi et une vingtaine d'employeurs, restaurateurs, hôteliers, traiteurs... Nous offrons aussi des formations en langues et sur le patrimoine de Mons pour que le personnel en salle puisse renseigner les touristes. » Cela dit, personne ne se risque à pronostiquer le nombre d'emplois supplémentaires qu'occasionnera Mons 2015 dans l'Horeca.

Autres métiers très concernés par Mons 2015 : ceux de gardiens, agents d'accueil, conservateurs, hôtesses, personnel de billetterie... Le nombre de musées (cinq nouveaux) et de salles de concert (deux nouvelles) va, en effet, considérablement augmenter dans la capitale culturelle wallonne. « Nous avons constitué une réserve de recrutement depuis un an avec le Forem », enchaîne Anne-Sophie Charle. Mais tous ces emplois ne verront pas le jour immédiatement, car les cinq nouveaux musées ne seront pas prêts avant le milieu de l'année. Et puis, la création d'emplois reste limitée dans ce secteur.

D'une manière générale, dans les précédentes capitales culturelles européennes, le marché du travail n'a pas connu d'embellie remarquable. A Lille, le taux de chômage n'a pas baissé après 2004. Au contraire, il s'est aggravé avec la crise. Même à Liverpool, souvent citée en exemple depuis son année culturelle en 2008, on n'a pas constaté un gros volume d'emplois nouveaux. Les responsables politiques montois ont, eux, néanmoins beaucoup insisté sur le développement économique que permettrait l'année européenne, au point d'évoquer la culture comme un simple moyen dynamique. Ils savent donc qu'ils sont attendus au tournant.

Il faudra d'ailleurs être attentif à la manière dont sera évaluée la création d'emplois. A Liverpool, en 2008, ceux-ci étaient comptés en jours de travail. Lors de son enquête, Fabienne Leloup a d'ailleurs entendu de la bouche d'un représentant du Forem : « Un jour de travail, c'est déjà très bien. » « Cela peut aussi cacher des emplois de jobistes ou de stagiaires non rémunérés, avertit Sandra Goret. Comme ces jeunes engagés dans le projet Mons Street Review (*NDLR : vues-promenades interactives à la manière des street-views de Google*). »

Il faudra surtout voir combien d'emplois créés résisteront à Mons 2015 ? En effet, la plupart des 70 recrutements à la Fondation sont des contrats à durée déterminée. Ce qui est logique. Les artistes, eux, sont des intermittents. Si Mons continue à surfer sur la vague de son année culturelle, comme l'ont judicieusement fait Lille ou Liverpool, ils pourront encore monter des projets. La permanence des structures mises sur pied (musées, salles de concert, la Fondation qui peut se muer en une organisation durable plus modeste, etc.) est dès lors un enjeu important.

Pour le pôle muséal de Mons, un plan de gestion a été élaboré. « On prévoit 75 personnes pour gérer les douze musées dispersés sur l'ensemble du territoire de Mons », annonce Juliette Picry, porte-parole de la Ville. Comment cela sera-t-il financé ? 35 % seront des subsides (wallons et francophones), 30 % viendront des caisses montoises, le reste ●●●

●●● de la vente de billets et des sponsors. Avec la concentration exceptionnelle de patrimoines classés Unesco, Mons a, certes, une carte maîtresse à jouer dans ce domaine, même si cela ne représente pas énormément d'embauches.

Quelle facture ?

N'a-t-on toutefois pas vu trop grand ? « Il ne faudrait pas que Mons ressemble à Athènes et ses chancres après les Jeux olympiques de 2004, prévient le conseiller communal CDH de l'opposition Yves André. Mons 2015 coûtera bien plus cher à la Ville que ce que l'on dit. Rien que pour les musées en construction : ceux-ci sont financés à 90 % par des fonds européens Feder et 10 % par la Ville. Mais il s'agit d'enveloppes fermées côté européen. Or il y a beaucoup de dépassements budgétaires sur ces chantiers (NDLR : comme nous l'avait déjà confirmé l'échevin des Finances Georges-Louis Bouchez, MR, dans *Le Vif/L'Express* du 9 mai 2014). »

Au dernier conseil communal, Yves André a aussi interrogé Elio Di Rupo sur le million d'euros accordés par la Ville à la zone de police dans le cadre de Mons 2015. « Le bourgmestre a toujours claironné que l'année européenne

ne coûterait que 3 millions aux Montois, c'est-à-dire le subside communal alloué à la Fondation, note l'élu CDH. Ici, en un conseil, il vient de gonfler cette somme de 33 %... » Quasi dans le même temps, la Ville a annoncé de nouvelles taxes sur les bureaux affectés aux professions libérales. Cela ne pourrait être qu'un début.

Au-delà des secteurs culturels et touristiques, c'est celui de l'industrie, en particulier les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC), qui suscite le plus d'attentes à long terme. D'où le thème de Mons 2015, « *Where technology meets culture* ». Mais ici, le risque est encore plus grand de dresser des plans sur la comète.

« Pour le moment, en tout cas, aucune entreprise nouvelle ne s'est implantée dans le parc Initialis grâce à Mons 2015 », relève Alain Finet, qui projette de créer dans ce parc scientifique un living-lab, un lieu d'échanges pour soutenir les porteurs de projet. « Nous avons tout de même une stratégie claire à Mons, souligne Anne-Sophie Charle. Les patrons d'Ikea ont dit avoir choisi Mons parce qu'il y a, chez nous, une vraie vision de développement de territoire qui les rassurait en termes de dynamique. »

Attendons aussi de voir ce que deviendra le club Entreprises de Mons 2015. Avec son nombre record de 860 adhérents (surtout des PME et des indépendants), il n'est pour l'instant qu'un club de sponsoring. « Il serait impensable de le dissoudre le 31 décembre prochain, estime Anne-Sophie Charle. On espère qu'il puisse se transformer en tremplin pour les jeunes créateurs d'entreprise montois. » Bref, il faudra bien attendre 2016 pour se faire une idée des premières retombées économiques de l'année culturelle européenne. D'ici là, Mons 2015 restera juste un espoir. • **Th.D.**

COMMERCES ? QUELS COMMERCES ?

Le commerce est le plus grand pourvoyeur d'emplois de la région : environ 15 000 postes, soit la moitié des emplois salariés des secteurs d'activité pouvant profiter de Mons 2015 (selon l'étude de l'UCL). Or, sur les 90 magasins du piétonnier du centre-ville, une trentaine de vitrines sont vides et les commerces ont vu leur chiffre d'affaires chuter, en moyenne, de 30 % depuis janvier 2014, déplore Pierre Briou, président d'une association de commerçants, qui a fait, mi-décembre, une sortie remarquée dans *La Libre*. Il n'a plus souhaité nous parler. En cause : les grands travaux, notamment ceux de la gare, et les problèmes de circulation et de parking que cela provoque. « Mon chiffre d'affaires a diminué de 40 % en un an, confirme Nicole Schijns qui tient un institut de beauté ouvert depuis 46 ans, rue des Capucins. Je n'ai jamais vu ça. Je vais devoir fermer ma boutique, alors que j'ai deux employées mi-temps. » En réalité, la Ville s'est surtout préoccupée, ces dernières années, du développement du centre commercial des Grands Prés, derrière la gare, où doit bientôt venir s'installer Ikea. Elle s'est aperçue un peu tard de la désertification du centre piétonnier. L'échevin chargé du Commerce et ancien bourgmestre ff, Nicolas Martin, essaie d'y remédier. Il a annoncé, fin de l'année dernière, un projet immobilier de création de nouvelles surfaces commerciales sur 4 000 m², avec des enseignes connues, dans le bas du piétonnier. Mais ces boutiques n'ouvriront que fin 2016. En attendant, les 2 millions de visiteurs attendus en 2015 risquent d'être déçus par les commerces à moitié vides du centre-ville. Pas très bon pour l'image, ça... • **Th.D.**

SAGA PASSENGER : 530 000 EUROS ?

Rarement, une œuvre d'art aura aussi bien porté son nom : The Passenger. Personne ne s'attendait à ce que le mikado aérien de l'artiste courtraisien Arne Quinze soit aussi éphémère. Surtout à ce prix-là. 400 000 euros ? Non. Selon plusieurs sources, ce montant est celui de la création de l'œuvre. Il faut y ajouter 130 000 euros pour le placement. Au total donc, ce serait 530 000 euros. Qui va rembourser cette jolie somme ? Les tractations vont bon train entre la Ville, la Fondation et l'artiste. Une des solutions serait que Quinze crée une nouvelle œuvre ailleurs dans Mons, à ses frais. Une solution privilégiée par l'artiste, soucieux, on peut le comprendre, de sa réputation internationale.

Mais cela ne plaît pas à tout le monde, notamment à l'échevin des Finances MR Georges-Louis Bouchez, qui fait aussi partie du conseil d'administration de la Fondation. Lequel a demandé à voir le contrat qui avait été signé avec Arne Quinze pour examiner quelles clauses de remboursement avaient été prévues si le résultat n'était pas à la hauteur de l'œuvre promise. On lui a dit que c'était confidentiel. « Confidentiel pour le conseil d'administration ? s'étrangle Bouchez. Si les dirigeants de la Fondation refusent de montrer le contrat, il faudra leur retirer leur droit de signature. » Une réunion du conseil d'administration était prévue ce 21 janvier, soit juste après le bouclage de notre édition. L'échevin comptait demander officiellement de pouvoir lire le contrat. A suivre. • **Th.D.**